



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Ukraine
1 an déjà
p. 13



Mars des femmes et des luttes

2 € - N°3965 - Du 03 au 09 mars 2023



• **Sécheresse**
L'alerte p. 6

• **Cinéma**
Deux films p. 11

l'Édito

Mars des femmes et des luttes



Nicole Gaspon
Rédactrice en chef

Cette année, le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, se situe dans une période d'intense mobilisation sociale contre la réforme des retraites et juste après la grande journée du 7. Voilà qui tombe bien, ces actions sont liées et complémentaires, on sait que les femmes sont particulièrement maltraitées par les dispositions de cette réforme. Ce mouvement, rassembleur, démontre que les revendications des femmes concernent tout le monde.

Concernant le 8 mars, c'est chaque année l'occasion de mettre en lumière la situation des femmes, malheureusement toujours placée sous le signe de l'inégalité et des discriminations. L'état des lieux, en cette année 2023, n'incite guère à l'optimisme. Le rapport de l'OXFAM publié en janvier l'atteste, il est évoqué dans nos pages événement. Un autre rapport, le rapport annuel 2023 du Haut-commissariat à l'Égalité sur le sexisme en France est tout aussi éclairant.

Selon celui-ci, le sexisme dans notre pays « *ne recule pas* », la situation est jugée « *alarmante* ». Il est fait le constat « *d'une société française très sexiste dans toutes ses sphères* », éducation, médias, politique... Constat aussi de l'augmentation des violences sexistes, conjugales, du harcèlement. Le rapport, qui propose dix mesures d'urgence, estime très insuffisante l'action du gouvernement en la matière.

Les journées des Droits des femmes se perpétuent, en France et ailleurs, alors que la société reste fortement patriarcale, que la moitié de l'humanité n'est pas traitée à égalité. Signe d'un système capitaliste, par nature, profondément inégalitaire dont l'abolition est nécessaire mais n'évitera pas de continuer à bousculer les mentalités.

La lutte contre la réforme des retraites participe du combat pour l'égalité. Un combat mené par les femmes et les hommes ensemble. Une victoire serait un pas en avant vers l'égalité. Et c'est dans tous les domaines que des convergences doivent se créer, les revendications et aspirations des femmes vont dans le sens d'un changement de société profitable à toutes et tous.

Annonces

El Soudaqui.

Rencontre autour de la monnaie locale complémentaire des P.-O.

Samedi 4 mars de 9h à 12h – Marché des producteurs à Prades.

Dimanche 5 mars de 9h à 13h – Sur le marché à Elne.

Assemblée générale de l'Amicale des Vétérans et de la mémoire militante du PCF 66

Samedi 4 mars de 10h15 – Maison des communistes à Perpignan.

Manifestation contre la loi immigration

Samedi 4 mars à 15h – Place de la République à Perpignan.

Les Rendez-vous de Saint-Estève. Une histoire des Jeux Olympiques

Lundi 6 mars à 18h30 – Théâtre de l'Étang à Saint-Estève.

Journée de mobilisation contre la réforme des retraites

Mardi 7 mars à 10h30 -

Manifestation place de Catalogne à Perpignan.

Journée internationale pour les droits des femmes -

Manifestation du collectif droit des femmes 66

Mercredi 8 mars à 18h - Départ place de la Victoire à Perpignan.

Journée internationale pour les droits des femmes -

Soirée de luttes et des solidarités avec concerts féministes

Mercredi 8 mars à 19h30 -

Parvis de l'ancienne gare SNCF de Perpignan.



Collectivités locales, le pouvoir de changer la vie...

I2E vous invite à débattre avec nos invités,

le samedi 4 Mars à 10 heures, Hall Guy Malé, Hotel du Département,
24 quai Sadi Carnot, Perpignan.

Hermeline Malherbe, Présidente du Département,

Nicolas Garcia, Maire de Elne et Premier Vice Président du Département,

Najwa El Haité, Adjointe au maire en charge de l'Attractivité du territoire et des Relations internationales d'Évny-Courcouronnes,

Kamel Chibli, Vice Président Conseil régional Occitanie en charge de l'éducation, jeunesse et sport.
A confirmer.

Catherine Lefèvre Vice Présidente I2E.

Jean-Bernard Gaillot-Renucci [communication.

10 mars 19 h
Cinéma Le Castillet

LA SOCIALE
un film de Gilles Perret

ALTERNATIBA 66
CGT
FSU
Solidaires

Caisse de grève !

libreria

Horaris d'obertura:
De dimarts a dissabte
9h30-12h i 14h-19h

Botiga en línia:
www.libreriacatalana.com

Per contactar-nos:
04 68 34 33 74
lalliberiaperpinya@gmail.com
7 plaça Joan Payrà
66000 Perpinya

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directrice de publication
Jean Vilert
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon



Habilité à la parution
de vos annonces
légalés.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr

Réforme des retraites, mars le mois de la bascule ?

À quelques jours de la nouvelle mobilisation contre la réforme des retraites, mouvement enclenché il y a deux mois, Julien Berthelemy, secrétaire général de la CGT66, s'exprime.

Quel est ton sentiment aujourd'hui, à 10 jours de la mobilisation du 7 mars ?

D'abord que la CGT66 est sur le pont depuis toutes ces semaines. Tous les camarades, responsables départementaux ou locaux et en entreprises ne comptent pas leur temps pour débattre et expliquer les enjeux, gagner la mobilisation de toutes et tous et renvoyer cette réforme injuste aux oubliettes de l'histoire sociale. Hier nous étions en assemblée générale des syndicats66, je sens que cette période est un moment charnière dans cette lutte. La volonté est toujours aussi forte de gagner ce combat. On sent toutes et tous que la bascule est possible et ça peut se jouer ces prochains jours.

Qu'est ce qui te fait dire cela ?

D'abord il y a une vraie impulsion de l'intersyndicale nationale et ça c'est une nouveauté. Ça n'a pas toujours été le cas. Même si ce qui n'est pas du ressort syndical est parfois incompréhensible, les salarié(e)s nous font pleinement confiance, c'est extrêmement gratifiant pour nous. Ça nous donne aussi une grande responsabilité dans la période.

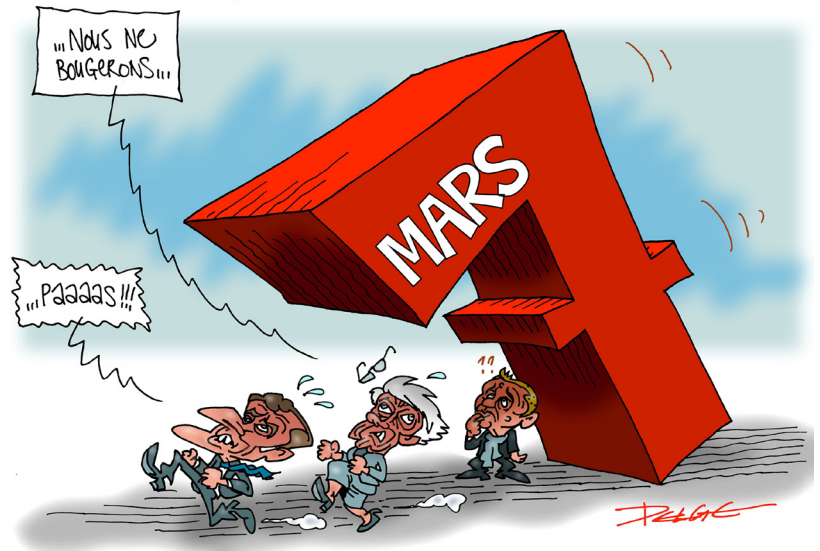
Ensuite, le tempo de la mobilisation est partagé par tous. Par exemple, le changement de braquet avec une grève reconductible est l'affaire de toutes et tous, comme nous l'avons toujours dit. Ce seront les grévistes qui décideront comment le mouvement évoluera. Y compris si le gouvernement continue à ne pas entendre, s'il faut durcir la riposte. Tout est possible, même que la mobilisation dépasse nos pronostics et qu'on se retrouve à plus de 30 000 mardi à Perpignan.

Comment vois-tu la mobilisation à venir ?

On espère un 7 mars très très puissant mais pas que, le 8 mars sera important aussi.

Le mardi 7 nous appelons, en intersyndicale66, à commencer la

Savoir se retirer à temps...



journee par le blocage des ronds-points du péage nord à Rivesaltes et du péage sud à Perpignan. On veut démarrer en mettant Perpignan à l'arrêt économique, pas tout le département, nous ne pourrions pas le tenir pour l'instant. Ensuite la grande manifestation à 10h30 place de Catalogne complétera la journée. Chaque initiative, collective ou individuelle, de grève sera importante. Même un salarié ou un petit collectif isolé peut se joindre au mouvement et apporter sa pierre à l'action.

Mercredi 8 mars, on continue. C'est la journée internationale de lutte pour les Droits des Femmes et donc c'est bien là où nous voulons replacer le débat des retraites. Les grévistes en reconductible seront sur une action médiatique dans la matinée, que nous gardons encore sous silence. À 18h00, place de la Victoire, la manifestation du collectif Droits des Femmes66 sera le point de rassemblement de la journée pour toutes et tous. On finira enfin avec un moment festif et musical sur le parvis de la gare à partir de 19h30.

Les suites s'écriront ensemble et avec toute la lucidité que porte ce mouvement, je n'ai aucun doute à ce sujet. L'intersyndicale nationale se réunira de nouveau le 7 mars au soir, c'est un signe qui ne trompe pas.

Propos recueillis par Pierre Place



À quelques jours de la Journée internationale des droits des femmes, état des lieux et initiatives.

Égalité salariale

Grande cause, petit bilan !

En 2023, dans le monde professionnel, le chemin pour l'égalité femmes-hommes est encore long.

Dans son rapport publié le 15 janvier 2023, OXFAM France démontre comment, enracinées dans chacun des pans de la sphère professionnelle, les inégalités entre les femmes et les hommes sont les plus universelles et les plus structurantes de nos sociétés construites sur un modèle sexiste et patriarcal.

Chiffre-clés en France

- Les hommes sont rémunérés en moyenne 28,5 % de plus que les femmes.
- 76 % des emplois en temps partiel sont occupés par des femmes.
- Les femmes sont surreprésentées dans le secteur du soin. Par exemple, 91% des aides-soignant.e.s les plus mal payées d'Europe sont des femmes.
- 42 % des femmes disent qu'elles ne peuvent avoir un travail rémunéré en raison de la charge trop importante du travail de soin dont elles ont la charge au sein du foyer.

Les femmes sont majoritaires dans les contrats les plus précaires, temps partiels imposés, CDD, intérim. Ainsi, 70 % des travailleurs pauvres sont des femmes. Même à poste égal, un écart entre 5 % et 7 % demeure.

Quand s'attaquera-t-on véritablement aux inégalités de genre qui structurent nos sociétés ?

Depuis 2018, la loi oblige les entreprises de plus de 1 000 salarié.e.s à publier un score d'égalité professionnelle sur la base de plusieurs indicateurs, notamment les écarts de salaires entre femmes et hommes et la part des femmes parmi les plus hautes rémunérations.

Pour lutter contre les inégalités de salaires, l'entreprise doit notamment s'attaquer à la question du temps partiel subi et des CDD. Sans oublier les autres moyens d'action concrets qui existent pour améliorer la place des femmes dans les grandes entreprises, comme une augmentation significative du congé paternité.

Les résultats de l'Index de l'égalité professionnelle 2022 publié le 07/03/2022 par le Ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion, montrent que 98% des entreprises doivent encore fournir des efforts pour faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. Ne serait-ce qu'un vœu pieux ? Oui, tant que des mesures véritablement contraignantes à l'égard des entreprises ne seront pas actées.

Encore trop souvent, les femmes sont renvoyées à leur rôle de mères et incitées à privilégier leur vie familiale au détriment de leur vie professionnelle, ce qui impacte directement l'entrée des femmes sur le marché du travail, toute l'évolution de leur carrière et bien sûr leurs droits à la retraite.



D'où l'importance d'aller plus loin dans l'allongement du congé paternité : depuis juillet 2021, le congé paternité est passé à 4 semaines mais avec seulement 7 jours obligatoires (!) À titre de comparaison la Finlande est à 9 semaines et l'Espagne est passée de 12 à 16 semaines non transférables à l'autre conjoint. Serait-ce « la traduction concrète de la Grande cause des quinquennats du président de la République qui font de la France un pays moteur en la matière » ? Cherchez l'erreur... Il semblerait qu'elle soit passée aux oubliettes.

Evelyne Bordet

<https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/inegalites-hommes-femmes-travail/>

Les sénateurs des P.-O. contre les droits des femmes

Alors qu'un pas important a été franchi pour constitutionnaliser l'IVG, avec le vote favorable du Sénat après celui de l'Assemblée Nationale, force est de constater que cette avancée majeure n'est pas du goût de tout le monde. C'est le cas des deux sénateurs de notre département qui, toute honte bue, ont voté contre cette garantie du droit et de la liberté des femmes de recourir à l'IVG. Interpelé sur son vote en session publique du Conseil Départemental, par l'élue communiste Françoise Fiter, Jean Sol en est resté muet...

Lecture théâtralisée

La douleur



Dans le cadre des Semaines des Droits des femmes initiées par le Conseil départemental, Nicole Rey, pour l'association Femmes Solidaires et pour la Fondation de la Mémoire de la Déportation dira « La douleur » de Marguerite Duras. Elle explique ce choix.

C'est au Palais des Rois de Majorque, samedi 11 mars à 19h, que Nicole Rey présentera une lecture théâtralisée du texte de Marguerite Duras *La douleur*.

Quelle est la teneur de ce texte ?

L'auteure dit elle-même de *La douleur* que « *C'est une des choses les plus importantes de ma vie* ». Elle y fait le récit des jours qui suivent la libération des camps nazis en 1945 et l'insupportable attente de son compagnon Robert Antelme déporté à Dachau pour faits de résistance. Alors que le voile commence à peine à se lever sur l'horreur des camps, Duras retranscrit, d'une plume sèche mais extrêmement poignante, son cheminement, sombre et sinueux, où elle met tout en œuvre pour surmonter son angoisse. Elle dissèque cette attente, prise entre ses errements intérieurs, les images obsédantes du « *fossé noir* », son face à face avec la mort...mais aussi la banalité des gestes quotidiens, accomplis avec l'espoir, tenace mais fragile, de voir réapparaître Robert. Elle écrit simplement : Qui est là ? C'est moi ! Un texte d'une rare intensité, pour moi le meilleur de Duras...peut-être parce qu'elle ne s'y regarde pas écrire.

Comment le présenter ?

J'ai choisi un décor minimaliste, sans artifices, pour laisser toute la place au monologue douloureux, à la souffrance absolue de cette femme seule, qui attend, espère et se désespère...La place aussi à toutes les analyses et les constats politiques dans lesquels nous savons que Duras excelle...Jusqu'au retour de l'absent et sa lente et douloureuse renaissance.

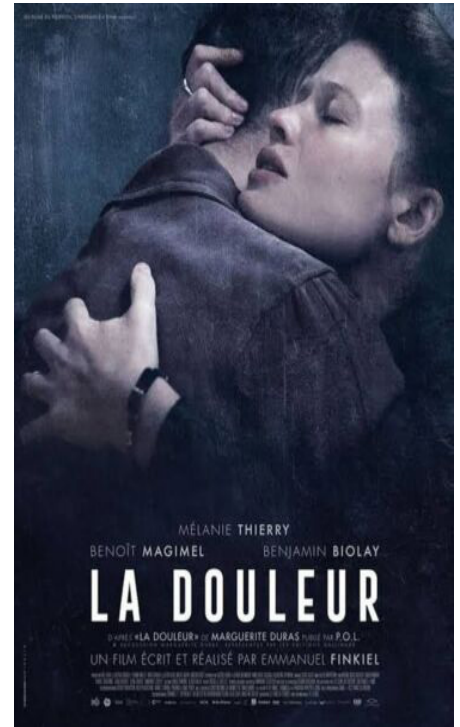
Pourquoi cette lecture dans les Semaines des droits de femmes ?

C'est dans la continuité de la série de lectures « *Mémoires de femmes* », ainsi il y a eu Alexandra Kollontai, des femmes déportées, des résistantes...Marguerite Duras était une résistante, elle a créé en 1945 *le journal Libre*, elle était en relation avec Mitterrand grâce à qui Robert Antelme a été libéré.

De plus ce texte dit l'attente des familles de déportés, en tant que fille de déporté il me touche de près, pourtant je n'avais jamais osé m'approcher de ce texte.

Je voudrais ajouter qu'on a l'habitude de présenter surtout l'aspect douleur en occultant le côté politique, or, ce côté est très présent dans ce texte.

Entretien Nicole Gaspon



Lecture le samedi 11 mars à 19h
Palais des Rois de Majorque
Inscription préalable obligatoire sur le site :
ledepartement66.fr

Changer la vie des femmes

Femmes solidaires vient de clôturer son assemblée générale, reconduisant dans sa fonction la jeune présidente Camille Ferrer. Elle fait part de son vécu et des projets de l'association.

- Votre ressenti après l'assemblée générale 2023 ?

Je suis très satisfaite, beaucoup d'échanges, bonne ambiance, de nombreux conseils de la part des associations amies et des élus présents, Françoise Fiter pour le Département et Patrick Cases pour la Région. L'association est soutenue localement c'est très important. J'étais très émue aussi quand les plus anciennes adhérentes sont venues me féliciter du déroulement de la réunion et me communiquer leur ferveur.

- Comment appréhendez-vous votre rôle de présidente ?

Avec beaucoup d'enthousiasme et d'optimisme ! Le bureau en place est symbolique : trois jeunes et trois anciennes. Nous avons de nouvelles adhérentes, des jeunes prêtes à reprendre le flambeau de nos mères et grands-mères, à l'image de la mienne qui a très longtemps milité pour l'association, de plus, les "*anciennes*" nous

soutiennent. Puis, tout le travail mis en place pour l'accompagnement des femmes (recherche d'une avocate en partie bénévole, formations...) commence à porter ses fruits avec des procès en cours.

Quelles sont les projets de l'association ? Dans quel domaine de priorité ?

Nous sommes une association reconnue par l'éducation nationale pour intervenir dans les établissements scolaires, c'est un des projets qui nous tient à cœur. Nous allons intervenir dans quelques classes en 2023. Nous accompagnons aussi des femmes victimes de tous types de violences (29 en 2022), nombre malheureusement en augmentation, c'est ce qui nous prend le plus de temps, un travail de longue haleine... Nous allons poursuivre notre projet "*Menstruellement bien*" (installation de distributeurs de produits menstruels bio et gratuits pour femmes précaires, distribution gratuite de culottes menstruelles..).

Propos recueillis par Ray Cathala



Sécheresse P.-O. L'alerte



Face à une sécheresse grave et inédite, il faudra bien l'entendre et nous adapter. Vu la situation, des dispositions départementales importantes vont être prises, sous l'autorité du préfet.

Pour Nicolas Garcia, Vice-président du Conseil départemental, élu en charge de ces questions, l'eau, ce bien indispensable à bien des usages, va manquer, « dans les jours et les semaines qui viennent, nous en mesurerons les proportions et la gravité ».

Quand le dérèglement climatique impacte certaines zones du globe

Il n'y a pas moins d'eau dans l'atmosphère. Elle est toujours là, en suspens, autour de la planète. Mais elle ne tombe plus comme des siècles d'histoire en avaient pris l'habitude. Dans certains endroits, elle tombe en excès, provoquant catastrophes irréparables et inondations destructrices. Dans d'autres zones du globe, elle manque, gravement. « La pluviométrie (neige et pluies), dans notre département, n'a jamais été aussi basse depuis 1959. L'indice de sécheresse du sol est le plus bas que l'on ait jamais connu. Dans cette période, l'hiver et le début du printemps, jamais les taux n'ont atteint ce niveau aussi bas. Habituellement ces périodes sont propices aux précipitations » précise le maire d'Elné. Et les conséquences sont, pour certaines d'entre elles, visibles, dont les plus spectaculaires : « Les ruisseaux et les rivières sont au plus bas, comme nos réserves. L'exemple de Vinça est parlant. Au lieu de 24 millions de m³ nous n'en avons plus que 3,5 millions. Même constat pour Caramany et

Villeneuve-de-la-Raho ». Il poursuit, évoquant l'invisible : « Le plus grave est ailleurs, ce sont les nappes de surface, du quaternaire, celles dont on utilise l'eau pour alimenter tous les besoins, domestiques, industriels et agricoles. Dans ce domaine, toutes les nappes des P.-O. En sont au « dernier stade ! » ». C'est donc une « alerte renforcée » qui est déclarée par la préfecture, avec le train de mesures qui va avec. Certaines communes n'ont plus d'eau potable, dont quelques-unes dans le Conflent, Villefranche, Escaro... Certains puits sont asséchés. D'autres communes sont à la limite et, sans aucun doute, vont aussi avoir à souffrir. « S'il ne pleut pas et ne neige pas dans les jours qui viennent, avant la fin du mois de mars, au moins sept jours continus avec pluie et neige, « l'alerte rouge » sera activée ». Ajoutons que les premières conséquences toucheront gravement les cultures maraîchères.

Les mesures prises à court terme

Pour faire face, les dispositions prises restent logiques. Toute utilisation de l'eau non essentielle sera prohibée. Certaines sont connues, le lavage des véhicules, le remplissage des piscines. Mais les restrictions vont aussi toucher toutes les collectivités, parcs, nouvelles plantations florales, arrosage des pelouses, golfs... Enfin, les agriculteurs seront aussi concernés. On évoque le chiffre de - 50 % pour l'arrosage. Les mises en application vont être dis-

cutées, par secteur géographique, avec l'ensemble des composantes. Des réunions sont prévues à cet effet, dès le 28 février. « On ne peut pas faire autrement. Il est important que nous discussions et organisons à chaque étape. Les maires auront le devoir de faire appliquer ces dispositions » tient à préciser Nicolas Garcia qui rappelle : « c'est l'agriculture qui est en danger. Si la situation n'évolue pas favorablement, certains devront abandonner ».

Penser à l'avenir

« Il nous faut réfléchir à ça. Nous sommes, par rapport à d'autres départements, plutôt bien lotis. On est doté de bassins versants remarquables, et nous bénéficions de deux nappes souterraines, quaternaire et pliocène ». Il énumère ensuite les pistes à suivre, qui s'adressent à tous : « Gestion intelligente et vertueuse de la ressource, amélioration du rendement des réseaux (avec les moyens qui conviennent), désimperméabiliser certaines zones, inventer et créer de nouvelles réserves de stockage d'eau, retenues collinaires, réaliser le collecteur de Vinça à Villeneuve-de-la-Raho, organiser la solidarité entre tous par un maillage opérationnel et un pilotage collectif à l'échelle départementale ». Tout cela prendra du temps. Faudra-t-il peut être aussi se poser la question de l'augmentation importante de population l'été ?

En Català



A propòsit dels premis César

- Nos caldria tornar a parlar de cinema,; hi ha hagut la cerimònia dels premis César.
- Sí, i el film escollit com a millor pel·lícula d'enguany és una història de policies, «La nuit du 12», vols parlar de cinema francès?
- I bé no precisament, una de les curiositats és que entre els films nominats hi havia «Pacification-Tourment sur les Iles», un film d'un realitzador català, Albert Serra, gairebé un veí ja que és de Banyoles.
- És veritat; i ha triomfat?
- El film era nominat en nou categories entre les quals les de millor pel·lícula i millor direcció i ha obtingut dos premis: el de millor fotografia per a Artur Tort i el de millor actor per a Benoît Magimel.
- Molt bé, mes un film rodat en francès a la Polinèsia francesa i amb Benoît Magimel se'n pot dir cinema català?
- Dignes-li com vulguis. Lo que és interessant és que aquest realitzador de Banyoles amb aquest film ja havia estat nominat al festival de Canes i que la prestigiosa revista Cahiers du Cinema en deia que era el millor film del 2022; mes a Perpinyà sé pas si ningú el coneix, a part alguns cinèfils. I ara com que l'han reconegut a París segurament se'n parlarà més aquí.
- Me vols dir que el camí més directe entre Banyoles i Perpinyà passa per París. D'acord, mes me recomanes d'anar a veure el film o no?
- És una intriga político administrativa sobre fons d'assajos nuclears a la Polinèsia. Dit això Albert Serra és el tipus de realitzador que és o odiat o considerat un geni. Cinema d'autor, experimental, actors que sovint no són pas professionals (tret de Benoît Magimel i algun més en aquest cas), és pas el que anomenariem cinema gran públic. Ves-hi preparat dura 2 hores i 45 minuts.
- Fava és llarg el cinema d'autor.
- Te tranquil·litzaré: el realitzador explica que ha condensat les cinc-centes quaranta hores filmades durant el rodatge.

C&C

Conférence L'énergie, un bien commun !



L'ADECR, association départementale des élus communistes et républicains a organisé jeudi 24 février, à Alénia, une réunion publique d'information sur l'énergie.

C'est en présence de Péppino Terpolilli, chercheur, universitaire aujourd'hui retraité et membre de la commission nationale Énergie-environnement du PCF, que près de quatre-vingt personnes ont répondu à l'invitation, tant la problématique autour de l'énergie vient heurter le pouvoir d'achat des Français car elle touche tous les produits de consommation.

Un peu d'histoire

L'intervenant rappelle le contexte historique : Maastricht et la libéralisation des marchés de l'électricité, du gaz, l'ouverture à la concurrence du marché français de l'électricité et du gaz en 1999 pour les entreprises et en 2007 pour les particuliers, les conséquences de la loi NOME de 2010, EDF doit vendre un quart de sa production d'électricité aux fournisseurs (70 entreprises aujourd'hui) qui n'en produisent pas. Aujourd'hui le prix de l'électricité est dépendant de celui du gaz, dépendant en Europe du gaz russe, c'est pourquoi la guerre en Ukraine amène une crise majeure. Parallèlement les pétroliers font des bénéfices énormes, 20 milliards de dollars pour Total ! C'est bien l'intérêt privé qui prévaut sur l'intérêt général, comme le souligneront plusieurs intervenants lors du débat.

Le gouvernement a mis en place le bouclier tarifaire pour les ménages, mais pas pour les collectivités et les entreprises qui se re-

trouvent en grande difficulté ; Le tarif réglementé disparaîtra en juin 2023 ! Ceci, afin de limiter l'inflation !

Des questions, des propositions

Jean-André Magdalou, maire d'Alénia, dénonce les conséquences sur le budget communal : des dépenses énergétiques qui, de 98 000 euros, passent à 220 000 alors que les communes ont perdu des ressources (taxe d'habitation) et que la dotation de l'État a fortement diminué. Nécessité de moins dépenser en supprimant l'éclairage la nuit, voire en repoussant des investissements. Rémi Lacapère note le scandale du dispositif qui oblige EDF à vendre 25% de sa production à des prix dérisoires à des concurrents qui revendent plus cher ! « *Notre levier principal, c'était la régulation, le contrôle par l'État, il est temps de remettre l'énergie comme bien commun sous contrôle citoyen. La crise énergétique dévoile aux yeux de tous que ce sont des pilleurs !* » Marie Françoise Sanchez, ancienne cadre d'EDF, appelle à réagir et signer et faire signer la pétition allant dans ce sens, « *l'électricité est un bien fondamental ! Il nous faut un pôle public de l'énergie* ». Elle rappelle les propositions du PCF portées au Sénat par Fabien Gay : urgence de rétablir le tarif réglementé, sortir des logiques libérales en Europe, retrouver la maîtrise publique de l'énergie.

Nadine Pons

Suivez-nous



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site.

www.letc.fr

Rassemblement

Unis pour la paix

Le 24 février, date du premier anniversaire de la guerre en Ukraine, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant la préfecture à l'appel de plusieurs organisations pour exiger la paix en Ukraine.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA et Solidaires), le *Mouvement de la Paix*, le MRAP et le PCF ont parlé d'une même voix pour exiger le retrait des troupes russes et l'ouverture de négociations de paix lors d'un rassemblement devant la préfecture.

Toutes les interventions sont allées dans le même sens. Solidarité avec le peuple ukrainien et ses souffrances, condamnation de la guerre, demande du retrait des troupes russes, refus de l'économie de guerre, nécessité de trouver une solution diplomatique et dénonciation du rôle de l'OTAN.

L'intersyndicale et la FSU ont rappelé leur implication dans les convois syndicaux internationaux (38 tonnes d'aide humanitaire envoyées par les syndicats). La CGT, la FSU et le *Mouvement de la Paix* ont dénoncé l'économie de guerre qui se met en place. 118 milliards d'euros de plus dans la loi de programmation militaire (soit 413 milliards de 2023 à 2030). Le *Mouvement de la Paix* a rapproché ces 118 milliards aux 12 milliards qui suffiraient à équilibrer les caisses de retraite. Pour la FSU « cette économie de guerre » sert de prétexte à la flambée des dépenses militaires au détriment des services publics et des droits sociaux ».

Pour tous, « la seule voie possible reste la construction d'une solution diplomatique négociée dans le cadre des institutions internationales », notamment l'ONU. Le MRAP a rapporté le discours de Roger Waters (membre fondateur des Pink Floyd) interpellant l'ONU sur son rôle dans ce conflit. Le *Mouvement de la Paix* demande « des négociations dans un cadre international », la FSU le retour à des négociations ainsi que le PCF pour qui l'urgence est d'« ouvrir le chemin de la paix ».

Le MRAP, le PCF et la CGT ont mis en cause le rôle de l'OTAN. La CGT réclamant sa suppression. Et le PCF rappelant que les États-Unis et l'OTAN avaient implanté des bases militaires aux portes de la Russie contrairement à leur engagement. Et donc provoqué le courroux de Poutine contre l'Occident.

Citons Edgar Morin : « Plus les guerres tardent à trouver une issue autour d'une table de négociations, moins elles ont de chance de s'affranchir d'une radicalisation de leurs positions ».

Anne-Marie Delcamp



Photographie Jean Pouech

Librairie de céret

Un déménagement citoyen rondement mené

La librairie coopérative " *Le Cheval dans l'arbre* " a déménagé au galop dans la bonne humeur partagée en ce dimanche 26 février 2023 où, pendant trois heures, les coopératrices et coopérateurs, avec leurs familles et les amis, ont fait la chaîne pour transférer des milliers de livres d'un bout à l'autre du centre-ville. Ce fut un grand moment d'émotion et de fraternité. Il a démontré à quel point la culture du livre peut faire monter sur le devant de la scène ce qu'il y a de plus beau dans les rapports humains.

Dans la tradition de cette cité culturelle et festive, un groupe de musiciens a donné du rythme à la chaîne, ne serait-ce que pour ne pas geler sous la pression d'une tramontane d'hiver acerbe qui n'a pas eu raison de la détermination des soutiens passionnés d'un projet collectif devenu réalité gagnante. Elle ouvrira ses portes au 1, avenue Michel Aribaud, le 14 mars prochain, dans un lieu qui lui permettra de répondre aux aspirations des habitants de Céret et de ses environs.

Yvon Huet



© Yvon Huet



Environnement

Le Racou sauvé des eaux



Le Tribunal administratif (T.A) a ordonné une nouvelle expertise sur les causes de l'érosion de la plage du Racou. Une satisfaction pour ceux qui contestaient l'agrandissement du port d'Argelès.

Les membres de l'association de sauvegarde du Racou (A.S.R), forts de plus de 12 000 signatures et d'arguments scientifiques solides, attendent maintenant la décision du Tribunal administratif. Que va maintenant décider la mairie d'Argelès ?

Une avancée de l'eau rapide et inexorable

Preuve est donc faite que le recul de dizaines de mètres de la plage, on parle aujourd'hui de soixante mètres linéaires et de deux à trois concernant l'épaisseur, et que la mise en danger des premiers bâtiments du village historique provient essentiellement de la jetée portuaire. Le rapport du TA est très clair : « Avant le port, la plage du Racou était en équilibre sédimentaire (...), après le port, le déficit sédimentaire s'installe avec disparition totale des apports en sable (...) ». Le TA note ensuite : « la diminution drastique de la largeur de plage au sud, par réduction des volumes de garde, ce qui entraîne potentiellement l'exposition au danger de l'habitat et des habitants ». Michel Guiu, responsable de l'association, tient à préciser : « Ce n'est pas un phénomène propre

à Argelès. Chaque trait de côte a ses spécificités. Dans notre cas, il y a un courant nord-sud qui transportait sans entrave les sédiments, le sable. La jetée empêche aujourd'hui ces dépôts séculaires et détourne les apports vers le large ».

La question du « domaine maritime » se pose

Le recul de la plage rapproche évidemment les maisons du trait de côte. La limite est atteinte pour que ces constructions relèvent du Domaine maritime, non constructible. « La construction portuaire est à l'origine de l'érosion de la plage du Racou, donc du recul du trait de côte et de l'avancée inexorable du Domaine Public Maritime à l'intérieur du vieux village, et enfin, demain, à l'origine de l'expropriation de ses habitants sans la moindre indemnisation. Or, il ne s'agit non pas d'une érosion naturelle mais d'une érosion provoquée par la construction d'un ouvrage public ».

Michel Marc

Thuir, projection émotion

L'association Les Amis du Travailleur Catalan présente

DES ANGES en ENFER

(Jordi Pere Carda)
3 épisodes de la Résistance en pays catalan



Très belle soirée à Thuir, vendredi 24 février, lors de la projection du film *Des Anges en Enfer* organisée par Les Amis du Travailleur Catalan. Une quarantaine de personnes est venue écouter le témoignage de quatre résistants en pays catalan durant la deuxième guerre mondiale. Dans l'assistance une belle rencontre en la personne du petit-fils d'Émile Sabatier ainsi que sa famille. Membre des Brigades Internationales, Émile Sabatier était résistant dans les Pyrénées-Orientales connu sous le nom du Commandant Dédé. Un pot de l'amitié a clôturé cette projection offert par la ville de Thuir.

Deprem bölgelerindeki halkların acısını paylaşıyoruz

DAYANIŞMAYA ÇAĞRI

APPEL AUX DONNS

Solidarité avec les victimes des séismes en Turquie

ASSOCIATION DES JEUNES DE HAGUENAU
RIB : 10278 01810 00028858946 05
IBAN : FR76 1027 8018 1000 0288 5894 605
BIC : CMCIFR2A

Fédération des Associations des Travailleurs et des Jeunes - DIDF

TOP14

L'USAP devait passer par là

Une défaite anecdotique des Catalans à Bordeaux (43-7). Pas si sûr

Les JIFF, joueurs issus de la formation française, avaient été créés pour éviter d'avoir trop de joueurs étrangers dans les championnats français Top 14 et Pro D2. Ce quota de 15 JIFF pour l'USAP se doit d'être respecté sous peine d'un retrait de 6 points au lancement de la prochaine saison, sans compter une prime d'environ 200 000 € que ne touchera pas le club. « Faire du JIFF » en reposant les cadres tel était le seul but du déplacement des Catalans en Gironde.

L'USAP a oublié une étape

Avec un début de saison 22-23 catastrophique, l'USAP a couru ensuite après le nombre de points jusqu'à en oublier de maintenir à flots son fameux quota JIFF. Il aurait peut-être été bon de se préoccuper de l'augmenter lors des matchs à Toulouse, La Rochelle et (ou) Montpellier où il semblait difficile pour les Catalans de ramener ne serait-ce qu'un petit point de bonus défensif. N'aurait-il pas été plus efficace comptablement d'introduire un plus grand nombre de JIFF lors de ces matchs ? Et d'aligner une équipe beaucoup plus compétitive en déplacement à Bordeaux, sachant que ce match était peut-être plus abordable pour les Catalans alors que les Bordelo-Béglais étaient handicapés par l'absence de quelques joueurs sélectionnés avec l'équipe de France pour le Tournoi des 6 Nations ? Mauvais calcul peut-être, dû à la perte du match à Aimé-Giral face à Brive (encore ce fameux match !) et des points oubliés en route à Pau ou à Bayonne. Le staff a voulu rattraper ces points sans se soucier du quota JIFF. Erreur ? Peut-être pas, seul l'avenir nous le dira. Le proche avenir est

la réception de Bayonne, équipe surprise de cette saison. Or le staff catalan avait sûrement ce match en tête en laissant au repos un maximum de cadres.

Vaincre les Bayonnais ou mourir

Bayonne, club issu de Pro D2 à la fin de la saison dernière, est en train de jouer les trouble-fêtes dans ce très difficile championnat de France. Un recrutement très ciblé et ce dans toutes les lignes, des joueurs d'expérience et qui avaient envie de revenir au Pays Basque, un président qui sait (ou peut) ouvrir son chéquier, c'est la recette de ce qui est qualifié d'exploit dans le monde du Top 14. En effet rares sont les équipes issues de Pro D2 qui arrivent à tenir la dragée haute à tous les clubs du championnat. Leur stade Jean-Dauger est une forteresse imprenable (Ah si l'USAP avait su terminer le job en octobre dernier !) dans

une ambiance de feu qui liquéfie les adversaires. Avec tous ces ingrédients réunis, le petit Aviron Bayonnais fait figure d'épouvantail. Cinquième au classement et avec une qualification en vue pour le titre national, il serait fort étonnant que les Basques arrivent en victime expiatoire à Aimé-Giral, où toutes les équipes du championnat se déplacent pour essayer d'engranger des points. Leur maître à jouer, Camille Lopez, connaît très bien la musique, lui qui avait déclaré en 2013 que « l'USAP était le plus bel endroit pour jouer au rugby et qu'il ferait carrière à Perpignan ». Quelques mois plus tard il quittait le club pour Clermont...

Une journée cruciale

Cette saison, ce Top 14 est terrible ! Dans le haut du tableau, en dehors de Toulouse qui semble naviguer à sa guise, la bagarre pour les cinq autres places qualificatives fait rage. En bas du classement les quatre équipes concernées par une éventuelle descente en Pro D2, même si elles ont lourdement chuté samedi dernier, se livrent une bataille à distance dantesque. Malheur au(x) vaincu(s) lors de cette vingtième journée ! Castres, Pau, Perpignan et Brive reçoivent quatre équipes qui visent les six premières places. Qui va trébucher dans le bas du tableau ? Qui va pousser un temporaire ouf de soulagement ? Le staff de l'USAP a-t-il fait la bonne impasse à Bordeaux ?

Seule certitude, l'USAP a remis à flots (+1) son quota JIFF.

Fins aviat

Jo Solatges



Camille Lopez à l'USAP en 2013.

- annonces légales - annonces légales

Maître Julien TOUSSAINT, Notaire
81 AVENUE MARECHAL JOFFRE
66120 FONT ROMEU

NOMINATION D'UN CO-GÉRANT

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DENOMMEE "FAJUNI" SCI au capital de
150.000 €Siège social : LE SOLER (66270),
Traverse de ToulougesRCS PERPIGNAN 433302114

Le 31 août 2022 aux termes d'un acte de cession de parts sociales reçu par Me Julien toussaint notaire à FONT-ROMEU, il a été nommé Co-Gérant, Monsieur Philippe LHERAUD-VILLASEQUE demeurant à THUIR (66300), 46 rue Fauvelle.

Suivant PV du 14.10.2022, l'associé unique de ATELIER D'ARCHITECTURE FRANCK MARTINEZ SARL à associé unique capital 75 000 €, immatriculée RCS CAHORS N°811 600 592, a décidé à compter dudit jour de transférer le siège social de la société de 56 Bis Boulevard Gambetta 46000 CAHORS à 89 Rue de la République 66400 CERET et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

En conséquence, la Société qui est immatriculée au RCS de CAHORS sous le numéro 811 600 592 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de PERPIGNAN.

Pour avis

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

Remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Nom, prénom :

N°: Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC: abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Papier / 6 mois 40€ Papier / 1 an 78€ Numérique - Papier / 1 an 100€ Numérique / 1 an 66€

Je règle : par chèque à l'ordre du "Travailleur Catalan"Date : ____ / ____ / ____ par prélèvement automatique (joindre un RIB et une autorisation voir au dos)

Cinéma

Divertimento



Comment accomplir ses rêves en 1995 quand on est une jeune femme d'origine algérienne et qu'on vient de Seine-Saint-Denis ? Alors que la question de la marginalisation sociale d'individus mis en périphérie des lieux de vie ne cesse d'interroger les films de Marie-Castille Mention-Schaar, la cinéaste et scénariste porte à l'écran l'histoire vraie de Zahia Ziouani, l'une des rares cheffes d'orchestre dans une profession qui ne comprend 4% de femmes. Le cadre social qui l'a construite est constamment présent à l'écran, rompant avec les clichés, sa famille, un père mélomane, le duo fusionnel formé par les jumelles bercées depuis leur plus tendre enfance par la musique symphonique classique. Le cheminement de ces deux volontés, renversant un obstacle après l'autre et s'insufflant réciproquement l'énergie nécessaire, constitue la principale dynamique du film.

C'est d'abord un film musical qui met en lumière une éthique de cheffe d'orchestre dont le rôle ne peut avoir de sens qu'en communion avec les instrumentistes. Plutôt que d'exclure les éléments perturbateurs sexistes et élitistes parmi les jeunes étudiants qui composent son orchestre, l'héroïne reste en permanence dans une démarche inclusive et impose progressivement à chacun d'entre eux le respect par son ouverture, sa bienveillance, son inventivité et son talent.

Ainsi, Marie-Castille Mention-Schaar souligne avec finesse l'expression artistique pour transcender une réalité sociale inique où l'égalité



des chances n'est pas la même de part et d'autre du boulevard périphérique parisien. Un film très politique en somme ! Zahia Ziouani a réussi, à la force du poignet, à devenir une cheffe d'orchestre reconnue. Fondatrice de l'ensemble Divertimento à Stains, en Seine-Saint-Denis, engagée auprès de la jeunesse, elle œuvre à démocratiser la musique classique.

Evelyne Bordet

Trahison de la grande muette

Le film Pour la France touche au cœur.

Dans la nuit, le froid, le stress, un bizutage de l'École Militaire de Saint-Cyr vire au cauchemar. Aïssa (Shain Boumedine), brillant officier de 23 ans, prêt à mourir pour la France, se noie. La nouvelle frappe un foyer dont la mère (Lubna Azabal) a quitté une Algérie déchirée par la guerre civile de 1992 pour rejoindre la France avec ses deux enfants et enceinte d'un troisième, le père, aux relations conflictuelles avec la famille, reste sur place. La mort stupide du fils cadet est une tragédie difficile à vivre pour cette mère et ses fils. L'aîné, Ismaël (Karim Leklou), révolté, en recherche de la vérité, va s'opposer aux autorités militaires qui minimisent leur responsabilité. Il veut obtenir pour son frère des obsèques dignes et préserver l'honneur de sa famille. Sa mère, superbe de dignité, opte pour une autre façon de faire son deuil. Des acteurs et un film remarquables. Le cinéaste Rachid Hami s'est inspiré d'un drame familial rendant hommage à son frère Jallal Hami, officier à St Cyr mort par noyade en 2012 dans les mêmes circonstances.

R.C.

Où sortir ?

Perpignan

La Comédie des K'Talents | Vendredi 24 février à 20h30 | Théâtre - **Rupture à domicile** | 17,50€ - réduit 14,50€. Samedi 4 mars à 20h30 | Spectacle - **Hasard et contretemps** | 17,50€ - réduit 14,50€.

Archipel | Mardi 7 à 19h et mercredi 8 mars à 20h30 | Théâtre - **Richard III** | De 12€ à 30€.
El Mediator | Samedi 4 mars à 21h | Concert - **La nuit Salsa - Papucho y su Manana Club** | 15€. Jeudi 9 mars | Concert - **Anakronic** | Entrée libre.

Institut Jean Vigo | Jeudi 9 mars à 19h | Projection - **Ovarian Psychos** | Entrée libre.

Alénya

Salle Marcel Oms | Samedi 11 mars à 20h30 | Théâtre - **Tous nos ciels** | 12€ - réduit 6€.

Banyuls-sur-Mer

Salle Novelty | Dimanche 5 mars à 16h | Concert - **L'heure musicale des amis d'Alain Marinaro, Prune Ebrard, piano et Claire Dasse, violon** | 12€ - enfant 10€.

Hall Mairie | Mercredi 8 mars à 20h | Concert - **Chorale Libera-Me** à l'occasion de la journée internationale des Droits des Femmes | Entrée libre.

Canet-en-Roussillon

Théâtre Jean Piat | Mardi 7 mars à 14h30 | Théâtre - **La ferme des animaux**.

Canohès

Théâtre du Réflexe | Samedi 4 mars à 16h | Théâtre - **Farfelu et Farfouillette** | 6€.

Rivesaltes

Au palais des fêtes | Dimanche 5 mars à 16h | Concert - **Les Mademoiselles** | 10€ - enfant 5€.



Le Boulou Panorama d'artistes



L'espace des arts, galerie du Boulou, exposait jusqu'au 2 mars une sélection de ses collections, rappel du travail accompli au fil des ans.

Même si cette exposition sera terminée le 2 mars, donc après la sortie de notre hebdomadaire, il nous paraît intéressant de l'évoquer. Installée début février, elle permettait de retrouver une quarantaine d'artistes qui avaient exposé à l'Espace des arts et, comme il est d'usage, avaient fait don d'une œuvre à la galerie. On avait ainsi sous les yeux un panorama aussi vaste que varié de la production d'artistes qui, pour la plupart, vivent et créent ici. Une sélection issue du fonds communal. C'était aussi le

souvenir des expositions qui, sous la houlette d'Ysabelle Erre-Serra, ont marqué cet espace de la rue des écoles au Boulou. Une exposition qui témoignait du travail au long cours de la galeriste. Impossible de citer tous les artistes présentés, citons, au hasard et en vrac, Étienne Conte avec une photo d'un regard d'enfant, les traits épurés de Christine Carbonell, l'abstraction naturaliste de Jo Winter, les formes ovoïdes de Joseph Maureso, les portraits voilés de brume d'Olga Boldyreff, les couleurs d'Anita Garcia, Xavier Carbonell pour New York, la ville

qui ne dort jamais, et Jacques Lahousse, Christophe Massé, Bettina Eberhard... Un savoureux mélange d'inspirations, de formes, de couleurs, photos, collages...

À coup sûr, certains de ces artistes reviendront au Boulou, c'est déjà arrêté pour Jo Winter. Il reste maintenant à attendre la prochaine exposition, ce sera Jaume Saïs pour des photos, et, sûrement des textes, rassemblés sous l'intitulé *Rendez-vous avec le bruissement* du 8 mars au 29 avril.

Nicole Gaspon



Théâtre amateur

Le Cimetière des éléphants

Dans le cadre d'une convention ayant pour objet l'aide à la diffusion, des pièces de théâtre sont jouées en divers lieux du département.



La fédération nationale des compagnies de théâtre et d'animation coopère avec les départements pour aider à la diffusion du théâtre. Dans les P.-O., la coopération est animée par François Noell, président du Cd 66 FNCTA. Grâce à son action, le Cd 66 a signé une convention avec le service Culture et Animation de plusieurs lieux : Port-Vendres, Ortaffa, Toulouges, Saint-Cyprien, Banyuls-sur-Mer, afin d'y programmer des spectacles. Les compagnies sollicitées sont localisées dans les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, l'Aude et le Gard. À Banyuls-sur-Mer, un spectacle est proposé le 3^e dimanche de chaque mois. Le 19 février, c'était *Le cimetière des éléphants* de J.P. Dumas par le théâtre de l'Hémione de Thuir.

Jeux de dames

Louise, Ludivine, Chloé, Ada passent leur retraite dans une pension de famille de la Côte du Soleil. Dûment chouchoutées, confort des lieux, repas toujours prêts, calme et repos assurés, à quoi vont-elles s'occuper ? À s'inventer des passés glorieux, à se chicaner sans motifs, à s'acharner sur la plus naïve qu'elles s'emploient à démoraliser. Et ça cause, ça

cause, ça cause. Pas de visites, amis et relations ont disparu. Alors on tente de combler le vide au mieux, voire au plus mauvais. Jusqu'au jour où arrive Fernande. À l'allure légèrement masculine. Et qui vient troubler cet ordre mal établi en proposant de sortir, de s'habiller autrement, en cassant les dominations. Non sans refus, réticences, obstination à maintenir l'ordre établi.

Mahdia Belaïdi a mis en scène, dans un décor simple mais efficace, Nicole Arambourou, *Ada*, Gabrielle Raimon *Chloé*, Brigitte Blondel, *Louise*, Michelle Ferrari, *Ludivine*, et Yves Plazas, *Fernande*. Leur abatage, l'égalité de leur jeu, leur présence, nous plongent en direct dans cette vie artificielle, fabriquée, et tellement vraisemblable. On est dans le coup, on y croit, on participe. Aux lumières, Éric Travé, aux costumes, particulièrement réussis et fort bien portés, Eré Koorits.

Le Cimetière des éléphants a aussi été joué à Saint-Cyprien (le 12 février). D'autres spectacles seront joués d'ici fin mai, par des compagnies variées, à Ortaffa, Port-Vendres, Toulouges ainsi qu'à nouveau à Saint-Cyprien et Banyuls-sur-Mer.

Yvette Lucas

Ukraine/UE

Des questions obsédantes

À l'issue de la conférence de Munich sur la sécurité où la Russie n'a pas été invitée, Francis Wurst, député communiste honoraire du parlement européen s'étonne qu'aucun des « ténors » de la Conférence n'ait osé poser la question : « Si nous avons réagi différemment au discours de Poutine devant notre Conférence en 2007, cela aurait-il pu éviter la guerre en 2022 ? ».

N'est pire sourd...

En effet, en 2007, Poutine avait dit les quatre vérités aux occidentaux qui n'ont pas voulu entendre : « il faut repenser sérieusement l'architecture globale de la sécurité (...) Le rôle de la diplomatie multilatérale s'accroît considérablement (...) Le risque potentiel de déstabilisation des relations internationales tient également à l'absence évidente de progrès dans le domaine du désarmement. La Russie se prononce pour la reprise du dialogue à ce sujet ». Après avoir énuméré une série de propositions concrètes à ce propos, Poutine a posé la question-clé de l'élargissement de l'OTAN : « C'est une provocation qui sape la confiance mutuelle et nous pouvons légitimement nous demander contre qui cet élargissement est dirigé ». Rappelant un discours du secrétaire général de l'OTAN, à Bruxelles en 1990, dans lequel l'organisation atlantique se disait prête « à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur de la République fédérale allemande » et soulignait que « cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité », Poutine a interrogé l'assistance : « Où sont aujourd'hui ces garanties ? ».

Erreur politique ?

F. Wurst questionne : « Si, au lieu d'ignorer ces interpellations légitimes, les dirigeants occidentaux s'étaient remémorés les mises en garde de stratèges américains eux-mêmes comme Geirges Kennan » qui sonna l'alerte dès 1997 par ces mots : « L'élargissement de l'OTAN vers l'Est risque d'être la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la guerre ». Francis Wurtz ajoute : « Si les mêmes n'avaient pas récidivé l'année suivante en rejetant la proposition de la Russie, le 6 juin 2008, de conclure un « traité paneuropéen de sécurité » sous l'égide de l'ONU et traitant de tous les différends Est-Ouest à la seule condition de ne pas prendre des mesures mettant en cause la sécurité de la Russie -autrement dit, avant tout, de stopper l'extension de l'OTAN..., cela aurait-il permis d'éviter l'exacerbation continue de la crise jusqu'à la folie criminelle à laquelle nous assistons aujourd'hui de la part du Kremlin ? Et conclut : « Nul ne peut apporter une réponse définitive à cette question, mais peut-on éviter de poser la question ? ».

Ray Cathala

Courrier de lecteur

Ukraine : un aveu de la ministre

L'Indépendant de ce vendredi 24 accueillait la rédaction de Midi Libre pour marquer avec éclat le premier anniversaire de l'agression russe contre l'Ukraine. En attirant l'attention sur une des pièces de ce dossier je crois être utile aux lecteurs de notre TC qui auraient fait l'économie de cette lecture. Car les quelques mots qu'on va lire en disent long sur l'abandon de souveraineté auquel, sur la scène internationale, consent la France de Macron.

Catherine Colonna est Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, cheffe de la diplomatie française. Sur six colonnes avec photo elle répond aux complaisantes questions de Manuel Cudel, lequel se garde bien de lui demander comment elle apprécie les risques d'extension du conflit, ou les conséquences de celui-ci sur l'état du monde. Mais il a le mérite de terminer l'entretien par cette question : « Quelles conditions devront être réunies pour parvenir à la paix ? ».

Voici donc le début de la réponse : « Pour la paix, il revient aux Ukrainiens et à eux seuls d'apprécier quand le moment sera arrivé et les modalités pour y parvenir. Ces conditions ne sont pas réunies aujourd'hui ». Ainsi notre diplomatie, pour Madame Colonna, qui en est dite pourtant la cheffe, n'aurait pas son mot à dire, en son nom propre, en faveur du règlement du conflit ! Ce que le Vatican ou le Mexique ont pu faire *, ce que la Chine ou l'Inde font présentement, la France devrait se l'interdire.

Un aveu à garder en mémoire, pour les pacifistes français : sans renvoyer dos-à-dos l'envahisseur et ses victimes, ils ont à sonner l'alarme, s'ils voient leurs gouvernants se laisser glisser aveuglément sur la pente qui mène au pire. Ils veulent gagner la Paix, et non la Guerre ; gardant l'espoir d'entendre s'élever partout la voix des peuples en faveur de cette cause, y compris en Ukraine, y compris en Russie.

• Cf. dans l'Humanité, 12.12.2022, la tribune signée par M. Olivain et A. Rouy
J.P. Kaminker, militant pacifiste, 26.2.23

Absolutisme et réaction populaire

Après avoir dissous le parlement et lancé en 2022 des élections qui ont été presque totalement boudées par la population (1^{er} tour juin - 8,8% de votants, 2^e tour décembre - 11,3%), et face à une situation économique désastreuse, le président tunisien Kaïs Saïed s'en est pris récemment aux migrants. Il y a quelques jours, il a fustigé l'immigration clandestine, particulièrement d'Afrique subsaharienne, prônant des mesures « urgentes » contre ce qu'il a qualifié de « hordes de migrants clandestins ». Des propos qui ont provoqué un tollé aussi bien dans le pays qu'à l'international.

À la suite de ces déclarations intolérables, une manifestation de soutien aux migrants a eu lieu à Tunis samedi 25 février, à l'appel du collectif d'associations appelé Front anti fasciste. Aux cris de « non au racisme ! » ou encore « Nous sommes tous Africains ! ». Selon Alaa Talbi, directeur de l'ONG le Forum des droits économiques et sociaux, « c'est une réaction au discours du président. Un discours qui instaure une forme de racisme d'État dans un pays où il n'y a pas de lois de protection des migrants... ». Compte tenu de cette absence de protection, la situation des subsahariens reste très tendue.

Tunisie : entre "grand remplacement" et mises à l'ombre



Y.L.

Palestine

Barcelone-Tel Aviv, rien ne va plus



Barcelone renonce au jumelage avec Tel-Aviv



Barcelone suspend ses relations avec Israël

Ada Colau, maire de la capitale catalane depuis 2015 et son conseil municipal, répondent positivement aux milliers de signatures recueillies sur la pétition lancée par les mouvements et partis de gauche catalans demandant de « condamner l'apartheid criminel perpétré contre la population palestinienne, soutenir les organisations palestiniennes et israéliennes qui œuvrent pour la paix et interrompre le jumelage entre Barcelone et Tel Aviv ». Ils dénoncent : « Israël assassine des milliers de Palestiniens dont des centaines d'enfants et renforce un projet de nettoyage ethnique d'Israël et d'un régime d'apartheid ». La maire a en outre déclaré : « Nous espérons que cette suspension sera temporaire parce que ce que nous voulons, c'est inviter à la réflexion et à l'action », ajoutant que « Barcelone avait récemment interrompu son jumelage avec la ville russe de Saint-Petersbourg, depuis le début de la guerre en Ukraine ».

L'année dernière, le Parlement de Catalogne avait approuvé un texte

qui définit Israël comme un État d'apartheid. En 2014, Ada Colau avait publiquement accusé Israël d'avoir assassiné des innocents à Gaza et avait déjà demandé à ce que Barcelone et la Catalogne coupent les liens avec ce pays. En 2018, le gouvernement espagnol a suspendu les ventes d'armes à Israël et, en 2021, a qualifié les attaques de Tsahal à Gaza de « barbares et inhumaines ». Quant au maire de Madrid, le conservateur José Luis Martínez-Almeida, il taxe Ada Colau d'antisémitisme et annonce avoir écrit au maire de Tel Aviv pour exprimer « l'engagement de Madrid en faveur de la démocratie et de la liberté, vouloir reprendre le jumelage et que ce serait un honneur d'être jumelé avec Tel Aviv ». À l'instar de Barcelone, Amsterdam avait abandonné son projet de jumelage avec la capitale de l'apartheid israélien en 2015, alors que Toulouse continue son jumelage avec Tel Aviv depuis 1962 !

Ray Cathala

Où va l'Écosse ?

La démission de Nicola Sturgeon, la Première ministre écossaise, annoncée le 17 février dernier, a été un véritable séisme politique. Elle a mis en avant des raisons personnelles, son manque d'énergie pour continuer mais a aussi évoqué la brutalité de la vie politique.

Cheffe du parti national écossais (SNP) depuis 2014, son principal objectif a toujours été l'indépendance de l'Écosse. Si lors du referendum de 2014 les électeurs ont rejeté l'indépendance à 55%, le Brexit a changé la donne. En 2016, les Écossais ont majoritairement voté pour rester dans l'Europe. Elle a alors proposé un nouveau referendum sur l'indépendance, mais la Cour suprême britannique a refusé sa tenue. Par ailleurs une loi sur le Genre, permettant aux gens de

changer légalement de genre, a été retoquée par le gouvernement britannique le 17 janvier. On peut donc comprendre sa lassitude.

Trois candidats briguent sa succession. Humza Youssef, actuel ministre des finances, musulman d'origine pakistanaise ; Ash Reagan, ex-ministre des collectivités et la favorite, la très presbytérienne Kate Forbes. Le ou la nouvel.le élue à la tête du SNP sera connue le 27 mars et deviendra Premier ou Première ministre de l'Écosse.

Le mouvement social, le RN et les autres



En quête de respectabilité, le Rassemblement National fait ce qu'il faut pour profiter du mouvement social en cours contre la réforme des retraites, mais sans jamais apparaître comme fauteur du moindre trouble. Bien sûr ses militants se gardent de toute apparition dans les cortèges qui sillonnent les villes, pour la bonne raison que s'ils y apparaissaient comme tels, ils se feraient rapidement remettre à leur place, c'est-à-dire en dehors d'un mouvement populaire qui rejette massivement ses appels à l'exclusion, au racisme.

En attente

La stratégie politique du RN au Palais Bourbon semble dictée par une obsession, se distinguer de la gauche, mais sans jamais croiser le fer avec les arguments gouvernementaux, sans jamais chercher à défendre pied à pied les intérêts des salariés, sans se situer délibérément du côté des droits sociaux. Le Rassemblement semble en attente d'un pouvoir que des commentateurs naïfs, malintentionnés ou militants leur promettent lors d'échéances électorales futures. Pour cela faisons-nous oublier et profitons des difficultés de la droite présentable, façon Parti Républicain, qui ne sait plus s'il doit apporter ses voix à un projet qui ressemble étrangement à tout ce qu'il pense de mal des droits sociaux et en particulier du droit à la retraite.

Soit LR se fonde dans une majorité de circonstances avec la bande à Macron et sape son assise électorale bien érodée. Soit il empêche Macron d'avoir une majorité et ouvre une boîte de pandore d'où tout peut sortir. L'observation de l'attitude de la droite au Sénat

peut apporter quelques éclaircissements. Wait and see ! Mais là on est dans les manœuvres de bas étage qui visent avant tout à ne pas tenir compte du mouvement syndical inédit, unitaire, en cours. Il ne désarme pas, bien au contraire !

Aller le plus loin possible

Le gouvernement sous la férule de son chef qui joue le fier-à-bras semble décidé à pousser la bouchon le plus loin possible sans rien entendre de ce qui monte de la rue (la rue ne gouverne pas, bien sûr) et sans questionner les vérités toutes faites et simplistes qu'il as-



sène à longueur de déclarations (on vit plus longtemps donc on travaille plus longtemps). Pour sans doute mourir plus jeune et éviter des frais superflus à la sécurité sociale. Cette majorité relative a quelques états d'âmes : on la comprend. Mais Macron ira le plus loin possible en cherchant à profiter des failles du mouvement social. Si failles il y a, ce qui n'est pas sûr.

Ne galvaudons pas la politique

Du côté de la NUPES, la stratégie a été, est des plus offensives : sur le fond, le relais du mouvement syndical est assumé sans complexe, mais avec des formes diverses qui semblent révéler, en particulier chez les Insoumis une volonté de marquer le débat de leur empreinte et une prétention à se prévaloir d'un leadership de la contestation qui, quoi qu'on pense, appartient aux syndicats et à ceux qu'ils rassemblent. Les écologistes, les socialistes, les communistes se sont quelque peu démarqués de cette attitude et ont donné du parlement une image plus conforme à ses responsabilités, et cela n'a pu que renforcer l'argumentation contre le projet de réforme. Dans ces temps troublés, il est important de ne pas galvauder la politique.

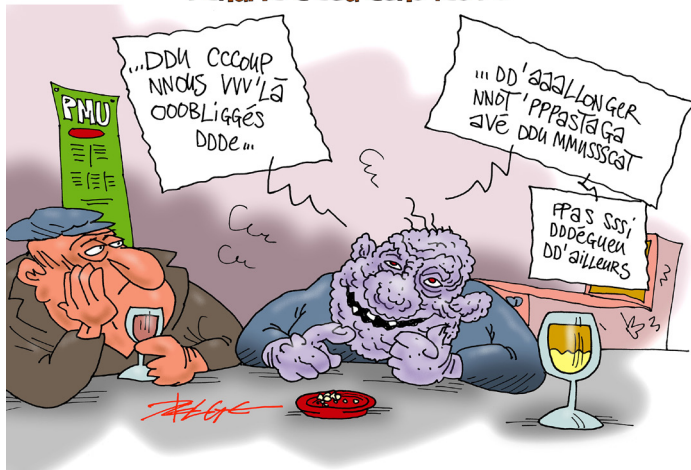
Remarquable

Parce que si l'on observe le mouvement social, il est remarquable à plus d'un titre. Le sérieux de la revendication centrale qui fait son unité, son ciment : non aux 64 ans et justice pour le monde du travail qui produit les richesses et a donc le droit d'en profiter. La maîtrise de toutes ses initiatives, le calme, mais la détermination, le sérieux, mais l'inventivité, le nombre toujours plus grand mais le respect de chacun. La volonté de situer l'action dans la durée pour donner des perspectives à l'action revendicative contre un monde souvent inhumain, contre une société divisée. L'ambition de maîtriser une colère réelle en lui donnant des formes nouvelles qui visent à toujours rassembler davantage. Le 7 mars il continue. Avec tout notre soutien.

Jean-Marie Philibert

L'actu vue par **DELGE**

Pénurie d'eau dans les PO



Non aux fauteurs de guerre drapés dans leurs "bons sentiments" !



Suivez-nous



NOUS POUVONS LE FAIRE !

PODEM FER-HO !



SEMAINES DES DROITS DES FEMMES

6 > 17 MARS
2023



ATELIERS • SPECTACLES
ANIMATIONS • CINÉ-DÉBATS
THÉÂTRE-FORUM...

Pauline
31 ans, infirmière



leDépartement66.fr

